

Corruption : les petits arrangements du football belge

Transferts douteux, matchs truqués... Les enquêtes s'accumulent depuis un an, mais les réformes tardent

ENQUÊTE

BRUGES (BELGIQUE) - envoyé spécial

La Belgique du football devrait dormir du sommeil du juste, sur son trône du classement FIFA et son matelas de points à l'indice des clubs européens, jamais aussi épais depuis l'arrêt Bosman en 1995. Pourtant, on prétend dans le royaume que certains ne ferment qu'un œil, dans l'attente de prochaines perquisitions. Car la justice belge a, il y a un an, douché l'euphorie post-Coupe du monde. En déclenchant, en octobre 2018, le « Footballgate », appellation de cette opération anticorruption, elle a ouvert une boîte de Pandore qui semble loin d'être refermée. L'affaire a terni l'image du championnat belge, qui relève pourtant la tête en Europe – quatre qualifiés en phase finale des Coupes d'Europe, dont le FC Bruges, qui affronte mardi 22 octobre le Paris-Saint-Germain en Ligue des champions –, et s'affirme comme un vivier de qualité pour les clubs du « big five » continental.

Corruption, fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale, matchs truqués : le « Footballgate » est un musée des horreurs des déviances du football moderne. Le déballage favorisé par la justice et la presse belges vise notamment un agent cité comme la plaque tournante du marché local des transferts : le quadragénaire franco-iranien Mogi Bayat.

Se payer trois fois

Le public découvre un système par lequel certains agents maximisent leurs revenus en travaillant non plus pour les joueurs mais pour les clubs, qui leur confient les rênes de leur mercato. Dans certains transferts, un même agent peut se payer trois fois : sur le club vendeur, le club acheteur et le joueur. En Belgique, lors de la saison 2017-2018, près de 10 % des revenus des clubs furent captés par les agents. Un tiers de cette somme atterrit dans les poches de cinq d'entre eux. « On voyait des transferts absurdes. Le nom de l'agent était plus important que la qualité du joueur », résume Jesse De Preter, agent du sélectionneur des Diables rouges, Roberto Martinez. Le gâteau était gros, mais un cartel en contrôlait l'accès.

Au traumatisme des premières perquisitions et témoignages ont succédé les promesses de réforme et... plus rien. Un an après, le foot-

« C'est le surréalisme local. Ils continuent de faire leurs deals ensemble... C'est un énorme conflit d'intérêts »

NENAD PETROVIC
ancien agent de joueur

ball belge peine à mener sa révolution. Les règles de l'époque et les conflits d'intérêts demeurent.

Les vœux d'octobre 2018, lorsqu'il était question de « bousculer la table » et de mener avant le reste de l'Europe la nécessaire réforme du marché des transferts, sont restés pieux ; ralentis par les attermolements politiques, les règles de la libre concurrence et le lobbying d'une association d'agents, qui réclame un encadrement de la profession plus qu'un changement de règles.

« Je ne suis pas si négatif. Des initiatives ont le mérite d'exister et certains dirigeants ne veulent plus de ce système, dit l'avocat Sébastien Ledure, conseil de plusieurs Diables rouges. Le gros bémol, c'est que d'autres ne voient pas le problème éthique, indépendamment de l'aspect juridique. Certains clubs cautionnent ouvertement des pratiques du passé et veulent reprendre comme avant après quelques mesures cosmétiques. Il y a un an, j'étais pourtant soulagé, convaincu que le football ne pouvait pas s'autoréguler. »

L'éruptif Mogi Bayat garde table ouverte dans les grands clubs du pays – hormis, dit-on, à Anderlecht –, comme au FC Nantes. Travailleur et grand bluffeur, « Mogi » a gardé le silence lors de son mois et demi en prison et bénéficie de la présomption d'innocence. Derrière elle se réfugient les autres acteurs du football belge pour justifier la poursuite des affaires. Dont le principal, président de la fédération et dirigeant du club de Charleroi : Mehdi Bayat.

Il faut le croire : neuf mois après cette affaire retentissante, le football belge a élu à sa tête le frère de l'un des inculpés. « C'est le surréalisme local, s'amuse l'ancien agent Nenad Petrovic, secrétaire général de la Belgian Federation of Football Agents (BFFA). Mehdi Bayat, c'est "l'homme au masque de



Mehdi Bayat, administrateur du Sporting de Charleroi et président de la fédération belge, à Charleroi, le 17 juillet. JOHN THYS/BELGA/AFP

frère". Ils continuent de faire leurs deals ensemble... C'est un énorme conflit d'intérêts. Le problème de notre football, c'est ce microcosme. » Mehdi Bayat peut-il mener les réformes qui devraient compliquer la tâche des dirigeants de club, dont il est, et des agents de joueurs, dont son frère ? Au téléphone, il s'empresse de défendre la place des agents – qui disent avoir trouvé auprès de lui une oreille attentive – et de minorer les reproches faits à son frère.

Un juge pugnace

« Je ne suis pas le président-frère, soutient Mehdi Bayat, qui décrit son rôle comme diplomatique plutôt qu'exécutif. Je travaille dans le football belge depuis dix-sept ans. Si, malgré mon nom, des personnes ont décidé que j'étais le mieux placé pour présider l'Union belge, c'est une belle preuve de confiance. On ne tient pas longtemps si on n'est pas correct. »

Mehdi Bayat, à qui on prête les plus hautes ambitions en Europe, fait vœu de ne fâcher personne et devrait, selon toute vraisemblance, attendre que la FIFA ré-

forme le système des transferts – un vote à ce sujet est attendu jeudi à la fédération internationale. De son côté, la Pro League, qui rassemble les vingt-quatre clubs professionnels belges, pousse en faveur de la création d'une chambre de compensation, ou *clearing house*, qui fait l'unanimité. Elle permettra de contrôler les flux financiers entre joueurs, clubs et agents. C'est ce qu'il reste des recommandations d'un conseil d'experts, dont le volontarisme avait été douché par l'autorité belge de la concurrence. Parmi les propositions retoquées figurait l'obligation pour le joueur de payer lui-même son agent ou l'interdiction de la double représentation.

Stijn Francis, agent d'internationaux belges évoluant à l'étranger, estime qu'aucun changement ne sera efficace tant qu'il ne s'accompagnera pas de nouvelles règles de gouvernance dans les institutions et au sommet des clubs. « Tu peux avoir cent nouvelles règles, tant que la culture de la triche restera... Or, les personnes au pouvoir ne changent pas car les clubs ont

tout intérêt à garder des hommes du milieu », estime l'agent.

Pour Sébastien Ledure, le football belge est dans la situation du cyclisme après l'affaire Festina, il y a vingt ans. « Tous les acteurs encore actifs n'ont pas envie que l'on regarde dans le rétroviseur. Où se situera le curseur de l'amnésie sportive ? Jusqu'où ira-t-on enquêter sur les dirigeants de clubs ? Seul le pouvoir judiciaire peut tout mettre à plat. » Réputé pour sa pugnacité et sa connaissance de la criminalité financière, le juge d'instruction Michel Claise pourrait être celui-là. En parallèle du « Footballgate », il vient d'ouvrir un nouveau front se concentrant sur les activités belges de l'un des agents les plus influents du monde du football, l'Israélien Pini Zahavi. Dans cette enquête, le tout-puissant manager d'Anderlecht, Herman Van Holsbeeck (2003-2018), et l'ancien agent Christophe Henrotay ont été interpellés. Compte tenu de leurs innombrables transactions, beaucoup de dirigeants se préparent des nuits blanches. ■

CLÉMENT GUILLOU

LE CONTEXTE

23 INCULPÉS

Parmi les personnes inculpées depuis le premier coup de filet, le 10 octobre 2018, figurent des agents de joueurs, des dirigeants de club, des arbitres, des journalistes et d'anciens joueurs, soupçonnés de corruption, de fraude fiscale ou d'achat de match.

UN REPENTI

L'ancien agent serbe Dejan Veljkovic devrait être condamné à une peine réduite de cinq mois de prison avec sursis, après avoir négocié un statut de témoin protégé avec le ministère public. Durant quatre-vingt-seize heures, le Serbe a livré ses secrets et plus de 40 noms du football belge, selon le quotidien belge *Le Soir*.

Bart Verhaeghe : « Qui a été condamné ? Personne »

Pour le président du FC Bruges, qui reçoit le PSG mardi en Ligue des champions, les pratiques dénoncées sont courantes au niveau européen

ENTRETIEN

De Knokke, on connaissait le casino et la plage, pas le centre d'entraînement du FC Bruges, ouvert en juin. Les Blauw en Zwart y ont investi 20 millions d'euros pour distancer le rival Anderlecht. Et l'antique stade Jan-Breydel, où Bruges reçoit mardi soir le PSG en Ligue des champions, sera bientôt un souvenir. C'est le souhait de son propriétaire, Bart Verhaeghe, qui a donné un coup d'accélérateur au projet brugeois, dont le budget atteint cette saison 120 millions d'euros, soit davantage que l'OM.

Pour la première fois depuis quatorze ans, deux clubs belges, Genk et vous, participent à la Ligue des champions. C'est un nouveau durable ?

Notre volonté, c'est devenir le premier pays derrière les cinq grands championnats [la Belgi-

que est huitième à l'indice UEFA]. Le football belge se réveille et est entré dans la modernité. Avec le travail sur le big data, on réduit les risques inhérents au sport avec des outils que le football n'utilisait pas. On est un petit pays avec des petits budgets. Pour exceller dans ce monde, il faut être plus économe et plus efficace, et attirer des passionnés dans nos clubs. On a surtout regardé ce qui se faisait ailleurs que dans le football. Nos procédures de recrutement s'attachent autant à l'humain et au projet des joueurs qu'à leurs facultés. Et la détection de joueurs repose sur une base de données de 100 000 joueurs.

Les clubs belges sont-ils condamnés à voir partir leurs talents au bout d'une saison ?

On est en train de créer avec les Pays-Bas une ligue qui ouvrira un marché de 28 millions de consommateurs. Une nouvelle rencontre

est prévue cette semaine. Le championnat devrait comprendre dix-huit clubs, dont huit belges. Cela peut aller vite. Si ce n'est pas pour la saison prochaine, sans doute dans les deux suivantes.

Y a-t-il trop d'argent des clubs belges qui partent dans les poches des agents ?

La Belgique n'est pas le vilain petit canard, c'est pire ailleurs. Ce que je trouve étrange, c'est que je paye, alors que les joueurs devraient le faire ! Mais l'Union européenne, avec l'UEFA et la FIFA doivent rendre tout cela clair, ouvert et transparent. Car c'est un problème mondial. Le FC Bruges le fait déjà, en demandant aux agents et aux joueurs de signer un document. Nous sommes dotés d'un comité d'éthique et d'un responsable de la conformité. Et personnellement, je ne m'immisce pas dans les transferts.

« La Belgique n'est pas le vilain petit canard, c'est pire ailleurs »

Vous personnellement, un intermédiaire vous a-t-il déjà proposé de vous rémunérer, en cash ou en nature ?

Jamais ! C'est une pratique que je ne connaissais pas. Nous sommes tellement professionnels que personne n'a jamais osé. J'étais fort surpris que cela existe.

Un an après le « Footballgate », le football belge a-t-il suffisamment avancé sur la voie de la réforme ?

On peut mieux faire. Nous devrions déjà avoir une chambre de compensation. J'attends que la Pro League la crée le plus vite pos-

sible... même si c'est la FIFA qui devrait s'en charger.

Bruges accepte-t-il encore des dossiers dans lesquels interviennent des personnes inculpées dans le Footballgate ?

Bien sûr qu'il y en a. Qui a été condamné ? Personne. Si je fais l'inverse, je ne suis pas juste. Je suis juriste. Chez nous, il y a tellement de procédures, de répartition des responsabilités que la possibilité d'abus est infime. A chaque transfert, il y a plusieurs personnes impliquées.

Que pensez-vous de la double représentation, lorsqu'un agent représente deux parties dans une transaction ?

Si cela se fait de manière ouverte et transparente, je ne considère pas cela comme un problème. La clé, c'est que tout le monde puisse savoir ce qui se fait, y compris à travers la publi-

cation des données de la licence d'un club, qu'elle soit nationale ou européenne.

La transparence n'a pas été au rendez-vous lorsque vous avez, en 2014, acquis 50 % des droits de votre joueur Thomas Meunier avant de les revendre à Bruges neuf mois plus tard... 550 000 euros plus cher, comme l'ont révélé les Football Leaks il y a un an.

A l'époque, le club n'avait pas d'argent et ne pouvait payer immédiatement le montant demandé par son agent. J'ai fait payer ma holding et la plus-value a représenté le travail de cette société ainsi que la prise de risque. Même les règles fiscales m'empêchaient de revendre au même prix ! J'avais déjà 100 % des actions de Bruges : au final, ce sont deux sociétés qui m'appartiennent. J'ai juste aidé mon club. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CL. GU.